Anciennes guerres ou nouveaux conflits

Bertrand Badie


© Arsgera

Si la guerre entre États a incontestablement fait l'histoire, la réalité d'aujourd'hui est infiniment plus complexe. Cette « nouvelle conflictualité » est faite d'une très sensible appropriation sociale des relations internationales, d'une prégnance croissante des facteurs sociaux de déstabilisation et du rôle grandissant des acteurs non étatiques.

Durant des siècles, la guerre avait tristement la figure de l'évidence. Dès 1625, le juriste néerlandais Hugo de Groot (Grotius) l'envisageait comme l'usage de la force, permettant « aux États de résoudre leurs différends ». En un temps d'invention de la souveraineté et de l'État moderne, l'idée pouvait couler de source : le souverain n'était censé obéir à personne et donc l'opposition à son semblable s'apparentait, comme le soulignera Thomas Hobbes quelques années plus tard, à l'affrontement de « gladiateurs ». Tout était dit et la tragique aventure commençait sous des parures de modernité : la guerre était fonctionnelle, elle était utile à l'État et à son essor, elle permettait de réguler et de structurer un jeu international d'essence anarchique.

Chacun ajouta sa pierre à l'édifice : au début du XIXe siècle, le stratège prussien Clausewitz précisait que la guerre contribuait à atteindre des objectifs politiques précis, que son efficacité tenait à cette « bataille décisive » qui désignait le vainqueur capable de « terrasser l'ennemi » ; plus tard, le juriste allemand Carl Schmitt en faisait le paroxysme de l'hostilité, fournissant l'ennemi dont chaque nation avait besoin pour s'affirmer ; plus récemment, Quincy Wright, grand théoricien contemporain de la guerre, envisageait celle-ci comme le heurt de puissances « d'un niveau équivalent », tandis que le sociologue Charles Tilly notait, en plein essor de la science politique américaine, que « l'État faisait la guerre » et que « la guerre faisait l'État »…

« Tant de différences valent un changement de nom et l'élaboration d'un concept inédit : au lieu de parler de "guerre", il serait plus prudent de faire simplement état d'une "nouvelle conflictualité internationale". »

Que reste-t-il aujourd'hui de cette mécanique apparemment bien huilée ? Et même, fait-elle encore sens ? Elle a écrit l'histoire probablement jusqu'en 1945, mais résiste-t-elle aux paramètres d'aujourd'hui ? La guerre d'hier peut-elle encore dessiner un ordre nouveau ? Qui d'ailleurs pourrait le faire en une époque où la majorité des conflits se terminent dans l'ambiguïté, sans vainqueur ni vaincu ? Où sont donc passées les « batailles décisives », Austerlitz, Waterloo ou celle de la Marne ? Que deviennent ces « objectifs précis » dont nous parlait Clausewitz : étaient-ils clairs au Vietnam, dans le Sahel ou en Afghanistan ? Qu'en est-il présentement de cette confrontation entre « puissances équivalentes » quand on sait que la plupart des guerres ont désormais un profil asymétrique ? Et d'ailleurs, la guerre est-elle encore un affrontement entre États en un temps où elle est majoritairement de nature intraétatique ? Tant de différences valent un changement de nom et l'élaboration d'un concept inédit : au lieu de parler de « guerre », il serait plus prudent de faire simplement état d'une « nouvelle conflictualité internationale ».

Des paramètres nouveaux

La guerre interétatique classique a incontestablement fait l'histoire, structuré le système international né de la Renaissance, essentiellement européen jusqu'à la fin du XIXe siècle, avant de devenir euro-américain. Elle a rythmé ses transformations, au point qu'elle a marginalisé l'idée de paix, devenue un simple « entre-deux-guerres » comme le soulignait Raymond Aron en son temps. Aujourd'hui, la réalité est infiniment plus complexe : jamais les « guerres » n'ont été si nombreuses et si destructrices, et pourtant elles ne parviennent plus à tracer les contours d'un ordre international renouvelé ; elles créent du chaos sans susciter

un nouvel ordre. Trois ruptures intervenues aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont là pour en rendre compte.

La première est l'effet de *décolonisation*, trop sous-estimé dans un contexte où tout semblait tourner autour de la Guerre froide et la bipolarité. Pourtant, la vraie cassure provient de cette grande vague d'émancipation qui a tout bouleversé : en à peine 15 ans, d'euro-américain, le système international est devenu mondial, introduisant dans le jeu nouveau la mémoire de l'humiliation, la pluralité culturelle et des inégalités économiques, sociales et militaires qui contredisaient tout ce qui avait été construit depuis la Renaissance européenne, notamment cette notion d'équilibre de puissances qui semblait réguler l'ordre mondial. Le phénomène était d'autant plus conséquent que ce « nouveau monde », nommé « Tiers Monde » de façon assez condescendante, allait abriter la majeure partie de la conflictualité qui se recomposait selon des schémas nouveaux et qui, pour la première fois, débouchaient sur la défaite du fort face au faible enhardi par une énergie sociale performante …

La seconde tient à *l'effondrement de la bipolarité* qu'on n'a pas su interpréter. Il semblait évident que l'événement consacrait la victoire du camp occidental et donc la « fin de l'histoire » : l'Ouest aurait terrassé l'Est, comme sous l'effet d'une bataille décisive incluant les paramètres économiques et politiques. Pourtant, l'histoire était plus capricieuse : l'événement ne marquait pas la prédominance du camp vainqueur, mais la fin du modèle inspiré par Hobbes : privé de rival à sa taille, l'aigle américain découvrait des faiblesses nouvelles et le rêve unipolaire ne tint plus au-delà des années 1990, faisant place à un monde instable, périmant le modèle des alliances et plaçant la fluidité des diplomaties au-dessus de l'engagement de fidélité. À ce compte, l'Otan reste la seule alliance militaire multilatérale au monde, ce qui suscite la méfiance de ceux qui n'en sont pas, tout en laissant planer un doute sur la solidarité entre ceux qui en sont : Vladimir Poutine ne manque pas de jouer de ces deux atouts !

Enfin, la dernière rupture tient à la *mondialisation*, irréversible dans ce qu'elle a d'essentiel : la généralisation, la densification et l'instantanéité des communications altèrent l'effet structurant de l'espace et du temps, et relativisent le sens de la vieille géopolitique. Autant de données qui ne seront jamais remises en cause, et qui ne cesseront de se renforcer. Ces paramètres agissent profondément sur la conflictualité mondiale : la mondialisation a suscité l'inclusion généralisée qui intègre dans la politique mondiale des conflits extra-européens abstraits de contextes échappant totalement à la grammaire européenne et clausewitzienne ; elle crée les conditions d'une interdépendance généralisée qui défait et relativise l'effet structurant des souverainetés concurrentes ; elle réévalue sensiblement le poids des facteurs sociaux, tant ceux déclenchant la guerre que ceux qui donnent forme à celle-ci.

Des confrontations nouvelles

Pour toutes ces raisons, il est préférable de parler de réinvention de la guerre plutôt que de retour. Il est vrai que l'histoire n'offre généralement que des allers simples sans retours, tant le contexte ne cesse d'évoluer et de changer. La guerre froide avait « gelé » les anciens modèles : la chute du Mur avait conduit, un court moment, à l'excès contraire, sous-entendant que, dans un monde globalisé et interdépendant, le conflit était appelé à disparaître ; les valeurs associées à la guerre et au don de la vie s'en trouvaient effacées. On découvrait en même temps l'importance déterminante des enjeux globaux (climat, santé, alimentation, grande pauvreté…) dont on présumait qu'ils impliquaient la coopération plus que la confrontation, sans pour autant savoir gérer la première.

« L'erreur a été de ne pas savoir lire trois formes distinctes de confrontation qui font désormais l'actualité et qui débouchent sur une typologie inédite. »

On n'avait pas vu naître les formes nouvelles de confrontation : on tenait à tort celles qui demeuraient, souvent « dans la périphérie », comme résiduelles et simplement liées au « sous-développement ». L'erreur a été de ne pas savoir lire trois formes distinctes de confrontation qui font désormais l'actualité et qui débouchent sur une typologie inédite.

La première peut être qualifiée de « *transitionnelle* », liée à une perte brutale de puissance ou au constat de son inefficacité croissante, l'une et l'autre apparaissant comme des sources de privation, voire d'humiliation : on les a trop rapidement assimilées à des formes de réveil impérial, mécanisme au demeurant mystérieux, tant l'idée d'un ADN impérial semble peu réductrice à l'analyse scientifique. On y retrouve les guerres de Poutine menées dans le Caucase ou en Ukraine, les récentes interventions états-uniennes en Afghanistan, en Irak ou en Amérique latine, celles de la France en Afrique, notamment au Sahel. Décalées par rapport aux réalités de la mondialisation, elles se heurtent, impuissantes, aux jeux d'interdépendance, aux interférences sociales, comme à l'incapacité grandissante de « terrasser l'ennemi ».

La seconde est la « guerre *émancipatrice* », prolongement malheureux des guerres coloniales, et qui exprime un désir de rupture avec les dominations subies.

1. Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Si l'essentiel de ces guerres renvoie au troisième quart du XXe siècle, certaines perdurent, démontrant une nouvelle fois l'incapacité du fort de vaincre le faible doté de cette fameuse énergie sociale. On pense évidemment au conflit israélo-palestinien, mais on peut y adjoindre celui du Sahara occidental et s'inquiéter aussi de l'incapacité de sortir de la situation coloniale néocalédonienne. Circonstance aggravante, la mobilisation anticoloniale interfère aujourd'hui avec le jeu des États de la région et la prétention de certains d'entre eux d'accomplir une fonction de puissance régionale. Ceci est remarquable à propos des conflits cités, rendant d'autant plus complexe le processus de leur résolution.

Mais la forme présentement la plus courante est le conflit de *décomposition*. Celui-ci est d'autant plus notable qu'il est à l'inverse de la guerre classique. Au lieu de se présenter comme une rivalité de puissance, la guerre tend désormais à apparaître comme un conflit de faiblesse, lié non pas à une compétition avec un semblable, mais à un effondrement institutionnel ou à un dépérissement des liens sociaux au sein d'une nation donnée. Dans une telle situation, les individus ont tendance à se replier sur leur espace communautaire primaire, clanique, tribal, villageois ou religieux, suscitant des leaderships fragmentés et réinventant le rôle de seigneur de guerre (*warlord*). Celui-ci ne peut se pérenniser que par recours à des affrontements souvent galvanisés tant par les situations de précarité matérielle (rareté des ressources et des moyens de subsistance) que par des tensions immatérielles (la vengeance découlant du défaut de lien social construit). Tout ceci est avivé par le geste prédateur, venant autant de l'intervention d'États voisins que de groupes mafieux de toute nature…

Ce type de conflit n'est pas soluble par le simple usage de la force, comme la désastreuse expérience du Sahel l'a démontré, tout comme l'ont illustré toutes les « guerres d'intervention » qui, depuis le Vietnam jusqu'à la Libye, n'ont jamais pu déboucher sur la mise en place d'un ordre régional conforme aux souhaits de l'intervenant. Preuve est ainsi apportée que les moyens militaires classiques, à l'instar d'ailleurs des méthodes de la diplomatie traditionnelle, ne peuvent résoudre les crises issues d'un malaise social ou d'une atrophie institutionnelle. En cela, le concept, couramment employé, de « guerre asymétrique » est trompeur : il ne s'agit plus d'un problème de déséquilibre des forces mais d'incompatibilité de projets.

Une telle évolution dévoile ce que bien des acteurs ne veulent pas voir : une très sensible appropriation sociale des relations internationales, la prégnance croissante des facteurs sociaux de déstabilisation et le rôle grandissant des acteurs non étatiques sur l'arène internationale et dans la conduite des conflits. Face à quoi, les gouvernants restent crispés sur un jeu martial traditionnel qui ne cesse de reprendre de l'importance depuis la chute du Mur et qui pourtant ne débouche sur rien, sinon des destructions sans fin. Les princes déçus ne trouvent de consolation qu'en banalisant la « guerre hybride » ciblant les populations par des stratagèmes sociaux (cyberattaques, guerre de l'information…). En ignorant en même temps les grands enjeux globaux, ils installent le monde dans une polycrise durable… •

CONTRE LE RACISME L'ANTISÉMITISME, LES DISCRIMINATIONS

Face aux atteintes toujours plus nombreuses à la démocratie, la LDH appelle toutes les citoyennes et tous les citoyens à se mobiliser et à participer à ses actions dans les territoires.
Il est essentiel de rappeler que la liberté, l'égalité, la fraternité et les solidarités sont plus que jamais les clés de l'avenir que nous voulons.
La LDH entend ainsi poursuivre, inlassablement, le combat qu'elle mène de longue date pour toutes les libertés et la défense des droits, indivisibles et universels.

Rejoignez la LDH : pour protéger nos libertés de manifester, de s'exprimer, de s'informer, pour défendre nos droits mais également pour faire barrage à la haine, au racisme, à la violence sous toutes ses formes, aux discriminations.

Pour nous soutenir et en savoir plus sur nos actions : **www.ldh-france.org**
Suivez-nous sur facebook.com/ldhfrance, sur BlueSky @ldh.fr et sur Mastodon @LDH_Fr@piaille.fr